

Crowe Horwath

Avvens Audit

Membre de Crowe Horwath International

Immeuble le Saphir

14, Quai du Commerce

CP 113

69266 LYON CEDEX 09

S3C Gestion

139, Rue des Fayettez

BP 158

69655 VILLEFRANCHE SUR SAONE

ROCTOOL

S.A. au capital de 670 076 €

Savoie Technolac

73370 LE BOURGET DU LAC

R.C.S. CHAMBERY : 433 278 363

Rapports des Commissaires aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2017

SOMMAIRE

- ◆ **RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS**

- ◆ **RAPPORT SPECIAL SUR LES CONVENTIONS
REGLEMENTEES**

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Crowe Horwath

Avvens Audit

Membre de Crowe Horwath International

Immeuble le Saphir

14, Quai du Commerce

CP 113

69266 LYON CEDEX 09

S3C Gestion

139, Rue des Fayettees

BP 158

69655 VILLEFRANCHE SUR SAONE

ROCTOOL

S.A. au capital de 670 076 €

Savoie Technolac

73370 LE BOURGET DU LAC

R.C.S. CHAMBERY : 433 278 363

**Rapport des Commissaires aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2017**

ROCTOOL

S.A. au capital de 670 076 €

Savoie Technolac

73370 LE BOURGET DU LAC

R.C.S. CHAMBERY : 433 278 363

A l'Assemblée Générale de la société ROCTOOL,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ROCTOOL, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaires aux comptes.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes, qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Ventilation du chiffre d'affaires » de l'annexe expose notamment les règles et les méthodes comptables relatives à la reconnaissance du chiffre d'affaires.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivies par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

4. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés au Conseil d'Administration

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'Administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que l'identité des détenteurs du capital ou de droit de vote, vous a été communiquée dans le rapport de gestion.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6. Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois, garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait, le 27 avril 2018.

Les Commissaires aux comptes

Avvens Audit
Membre de Crowe Horwath International



Romuald COLAS

S3C Gestion



Bruno DEBRUN

Annexe

Description détaillée des responsabilités des Commissaires aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les Commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour fonder leur opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation, et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude, ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes annuels et évaluent si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan

Présenté en Euros

| ACTIF | Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois) | | | Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois) | Variation |
|---|---|------------------|-------------------|---|------------------|
| | Brut | Amort.prov. | Net | Net | |
| Capital souscrit non appelé (0) | | | | | |
| Actif immobilisé | | | | | |
| Frais d'établissement | | | | | |
| Recherche et développement | 4 010 578 | 2 952 861 | 1 057 717 | 1 093 083 | - 35 366 |
| Concessions, brevets, droits similaires | 1 091 788 | 542 672 | 549 116 | 239 213 | 309 903 |
| Fonds commercial | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | | |
| Terrains | | | | | |
| Constructions | | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 1 678 138 | 1 501 036 | 177 103 | 230 878 | - 53 775 |
| Autres immobilisations corporelles | 624 712 | 530 595 | 94 117 | 108 023 | - 13 906 |
| Immobilisations en cours | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | |
| Participations évaluées selon mise en équivalence | | | | | |
| Autres participations | 903 959 | | 903 959 | 231 055 | 672 904 |
| Créances rattachées à des participations | | | | | |
| Autres titres immobilisés | 147 474 | | 147 474 | 49 343 | 98 131 |
| Prêts | | | | 2 172 | - 2 172 |
| Autres immobilisations financières | 61 857 | | 61 857 | 53 648 | 8 209 |
| TOTAL (I) | 8 518 507 | 5 527 164 | 2 991 343 | 2 007 414 | 983 929 |
| Actif circulant | | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | | | | | |
| En-cours de production de biens | | | | | |
| En-cours de production de services | 3 188 | | 3 188 | 6 645 | - 3 457 |
| Produits intermédiaires et finis | | | | | |
| Marchandises | 793 848 | | 793 848 | 499 203 | 294 645 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 3 454 | | 3 454 | 6 455 | - 3 001 |
| Clients et comptes rattachés | 3 300 879 | | 3 300 879 | 1 548 134 | 1 752 745 |
| Autres créances | | | | | |
| . Fournisseurs débiteurs | | | | | |
| . Personnel | 3 357 | | 3 357 | 12 268 | - 8 911 |
| . Organismes sociaux | | | | | |
| . Etat, impôts sur les bénéfices | 747 663 | | 747 663 | 420 374 | 327 289 |
| . Etat, taxes sur le chiffre d'affaires | 208 721 | | 208 721 | 106 894 | 101 827 |
| . Autres | 2 639 648 | | 2 639 648 | 1 875 142 | 764 506 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | 254 000 | | 254 000 | | 254 000 |
| Disponibilités | 1 460 741 | | 1 460 741 | 915 192 | 545 549 |
| Instruments de trésorerie | | | | | |
| Charges constatées d'avance | 339 576 | | 339 576 | 175 878 | 163 698 |
| TOTAL (II) | 9 755 075 | | 9 755 075 | 5 566 184 | 4 188 891 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices (III) | | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (IV) | | | | | |
| Ecart de conversion actif (V) | 168 716 | | 168 716 | 12 879 | 155 837 |
| TOTAL ACTIF (0 à V) | 18 442 298 | 5 527 164 | 12 915 134 | 7 586 477 | 5 328 657 |



Bilan (suite)

Présenté en Euros

| PASSIF | Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois) | Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois) | Variation |
|--|--|--|------------------|
| Capitaux Propres | | | |
| Capital social ou individuel (dont versé : 670 076) | 670 076 | 500 076 | 170 000 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport ... | 12 841 352 | 7 741 166 | 5 100 186 |
| Ecart de réévaluation | | | |
| Réserve légale | | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | |
| Réserves réglementées | 0 | 0 | |
| Autres réserves | | | |
| Report à nouveau | -4 399 065 | -5 024 255 | 625 190 |
| Résultat de l'exercice | -351 168 | 625 190 | - 976 358 |
| Subventions d'investissement | | | |
| Provisions réglementées | | | |
| Résultat de l'exercice précédent à affecter | | | |
| TOTAL (I) | 8 761 195 | 3 842 177 | 4 919 018 |
| Produits des émissions de titres participatifs | | | |
| Avances conditionnées | | | |
| TOTAL (II) | | | |
| Provisions pour risques et charges | | | |
| Provisions pour risques | 288 716 | 100 031 | 188 685 |
| Provisions pour charges | 269 638 | 244 524 | 25 114 |
| TOTAL (III) | 558 354 | 344 556 | 213 798 |
| Emprunts et dettes | | | |
| Emprunts obligataires convertibles | 15 016 | 836 916 | - 821 900 |
| Autres Emprunts obligataires | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | | |
| . Emprunts | 1 581 920 | 1 017 234 | 564 686 |
| . Découverts, concours bancaires | 40 928 | 2 494 | 38 434 |
| Emprunts et dettes financières diverses | | | |
| . Divers | | | |
| . Associés | | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 73 872 | 56 538 | 17 334 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 1 298 671 | 940 907 | 357 764 |
| Dettes fiscales et sociales | | | |
| . Personnel | 236 138 | 169 581 | 66 557 |
| . Organismes sociaux | 206 145 | 160 516 | 45 629 |
| . Etat, impôts sur les bénéfices | | | |
| . Etat, taxes sur le chiffre d'affaires | 44 029 | 93 142 | - 49 113 |
| . Etat, obligations cautionnées | | | |
| . Autres impôts, taxes et assimilés | 61 683 | 49 996 | 11 687 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | |
| Autres dettes | 22 693 | 2 084 | 20 609 |
| Instruments de trésorerie | | | |
| Produits constatés d'avance | 1 667 | 6 194 | - 4 527 |
| TOTAL (IV) | 3 582 763 | 3 335 602 | 247 161 |
| Ecart de conversion passif(V) | 12 821 | 64 143 | - 51 322 |
| TOTAL PASSIF (I à V) | 12 915 134 | 7 586 477 | 5 328 657 |



SA ROCTOOL

Compte de résultat

Compte de résultat

Présenté en Euros

| | Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois) | | | Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois) | Variation sur 12 mois | % |
|---|---|------------------|------------------|---|--------------------------|---------------|
| | France | Exportations | Total | Total | | |
| Ventes de marchandises | 408 901 | 4 252 630 | 4 661 531 | 3 605 583 | 1 055 948 | 29,29 |
| Production vendue biens | | | | | | |
| Production vendue services | 379 085 | 2 533 937 | 2 913 021 | 2 875 864 | 37 157 | 1,29 |
| Chiffres d'affaires Nets | 787 986 | 6 786 567 | 7 574 553 | 6 481 447 | 1 093 106 | 16,87 |
| Production stockée | | | -7 640 | -42 039 | 34 399 | 81,83 |
| Production immobilisée | | | 416 279 | 508 128 | - 91 849 | -18,08 |
| Subventions d'exploitation | | | 42 070 | 807 | 41 263 | N/S |
| Reprises sur amort. et prov., transfert de charges | | | 125 043 | 73 378 | 51 665 | 70,41 |
| Autres produits | | | 30 | 21 | 9 | 42,86 |
| Total des produits d'exploitation (I) | | | 8 150 334 | 7 021 742 | 1 128 592 | 16,07 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | 3 014 719 | 1 550 757 | 1 463 962 | 94,40 |
| Variation de stock (marchandises) | | | -294 645 | 185 941 | - 480 586 | 258,46 |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | | | | | | |
| Variation de stock (matières premières et autres approv.) | | | | | | |
| Autres achats et charges externes | | | 2 340 876 | 2 244 193 | 96 683 | 4,31 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 81 000 | 85 868 | - 4 868 | -5,67 |
| Salaires et traitements | | | 1 707 803 | 1 355 280 | 352 523 | 26,01 |
| Charges sociales | | | 741 472 | 560 893 | 180 579 | 32,19 |
| Dotations aux amortissements sur immobilisations | | | 597 104 | 578 196 | 18 908 | 3,27 |
| Dotations aux provisions sur immobilisations | | | | | | |
| Dotations aux provisions sur actif circulant | | | | 4 184 | - 4 184 | -100 |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | | | 102 112 | 12 652 | 89 460 | 707,08 |
| Autres charges | | | 2 128 | 46 213 | - 44 085 | -95,40 |
| Total des charges d'exploitation (II) | | | 8 292 569 | 6 624 176 | 1 668 393 | 25,19 |
| RESULTAT EXPLOITATION (I-II) | | | -142 235 | 397 566 | - 539 801 | 135,78 |
| Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun | | | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | | | | |
| Produits financiers de participations | | | 16 089 | 13 110 | 2 979 | 22,72 |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances | | | 8 | 29 | - 21 | -72,41 |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | 433 | 26 671 | - 26 238 | -98,38 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | 12 879 | 6 286 | 6 593 | 104,88 |
| Différences positives de change | | | 35 087 | 65 160 | - 30 073 | -46,15 |
| Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement | | | 5 349 | 268 | 5 081 | N/S |
| Total des produits financiers (V) | | | 69 846 | 111 524 | - 41 678 | -37,37 |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | | 168 716 | 12 879 | 155 837 | N/S |
| Intérêts et charges assimilées | | | 67 623 | 119 452 | - 51 829 | -43,39 |
| Différences négatives de change | | | 283 798 | 29 387 | 254 411 | 865,73 |
| Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement | | | 7 218 | 926 | 6 292 | 679,48 |
| Total des charges financières (VI) | | | 527 356 | 162 643 | 364 713 | 224,24 |
| RESULTAT FINANCIER (V-VI) | | | -457 510 | -51 120 | - 406 390 | 794,97 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI) | | | -599 745 | 346 447 | - 946 192 | 273,11 |



Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

| | Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois) | Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois) | Variation sur 12 mois | % |
|--|---|---|--------------------------|---------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 7 886 | 24 606 | - 16 720 | -67,95 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 47 898 | 62 720 | - 14 822 | -23,63 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | |
| Total des produits exceptionnels (VII) | 55 784 | 87 326 | - 31 542 | -36,12 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 1 078 | 28 363 | - 27 285 | -96,20 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 17 361 | 64 122 | - 46 761 | -72,93 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | 107 069 | 90 574 | 16 495 | 18,21 |
| Total des charges exceptionnelles (VIII) | 125 508 | 183 059 | - 57 551 | -31,44 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII) | -69 724 | -95 733 | 26 009 | 27,17 |
| Participation des salariés (IX) | | | | |
| Impôts sur les bénéfices (X) | -318 302 | -374 476 | 56 174 | 15,00 |
| Total des Produits (I+III+V+VII) | 8 275 963 | 7 220 592 | 1 055 371 | 14,62 |
| Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X) | 8 627 131 | 6 595 402 | 2 031 729 | 30,81 |
| RESULTAT NET | -351 168 | 625 190 | - 976 358 | 156,17 |
| Dont Crédit-bail mobilier | 11 319 | 8 946 | 2 373 | 26,53 |
| Dont Crédit-bail immobilier | | | | |



SA ROCTOOL

Annexe aux comptes annuels

Annexe aux comptes annuels

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2017 dont le total est de 12 915 133,64 E et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -351 167,91 E, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2016 au 31/12/2016.





Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Frais de R & D

Les frais de R & D sont comptabilisés selon la méthode préférentielle à l'actif du bilan lorsque les critères d'activation sont respectés. La société a activé au cours de l'exercice 382 278 euros au titre des frais de R & D.

Au 31 décembre 2017 les frais de R & D en valeur brute s'élèvent, concernant :

- ✓ Les projets aboutis à 2 916 989 euros ;
- ✓ Les projets en cours à 1 093 583 euros.

Les dépenses de développement sont inscrites au bilan si et seulement si toutes les conditions définies ci-après sont remplies :

- ✓ Les frais de développement sont clairement définis et les coûts qui y sont liés sont mesurés de façon fiable et identifiés séparément ;
- ✓ La faisabilité technique est démontrée ;
- ✓ Les développements ont de sérieuses chances d'être commercialisés ou utilisés en interne ;
- ✓ Les actifs sont générateurs d'avantages économiques futurs ;
- ✓ Les ressources techniques et financières nécessaires à l'achèvement du projet sont disponibles.

Les dépenses de développement comprennent les coûts directs et indirects engagés sur les projets et principalement les salaires des ingénieurs et techniciens et les charges de structure nécessaires pour les activités de développement.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, et à chaque clôture d'exercice, les projets de développement inscrits au bilan font l'objet d'une analyse afin de s'assurer que chaque projet remplit toujours les critères d'activation. Le cas échéant une dépréciation est comptabilisée.

Amortissements

| | |
|--|----------------|
| Frais de R&D | De 02 à 03 ans |
| Logiciels informatiques | De 01 à 03 ans |
| Matériel et outillage industriels | De 01 à 10 ans |
| Agencements, aménagements, installations | De 03 à 10 ans |
| Matériel de transport | De 01 à 05 ans |
| Matériel de bureau et informatique | De 03 à 04 ans |
| Mobilier | De 03 à 05 ans |



IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

A la clôture de l'exercice, la valeur d'utilité de chaque ligne de titre de participation est appréciée sur la base :

- des capitaux propres, des résultats des filiales et de ses perspectives d'avenir,
- des multiples de résultats (exploitation, courant, consolidé) en fonction de la spécificité de chaque entité et de l'évolution des marchés.

STOCKS

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

Les travaux en cours sont évalués en fonction des temps passés, au coût de revient des rémunérations chargées des ingénieurs et techniciens. Ils s'élèvent à la clôture de l'exercice à 3 188 euros.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

OPERATIONS EN DEVICES

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur sur la base du taux de conversion du jour.

Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin de période.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision en totalité.

COMPTABILISATION, PRESENTATION DU CICE

Le CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes.

En outre, compte tenu des conditions de fiabilité et de probabilité d'obtention du CICE, sa prise en compte pour des éléments de rémunération différés à long terme devrait être rare.

La comptabilisation du CICE a été réalisée par l'option d'une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous compte 64 (ANC, note d'information du 28 février 2013),

Les impacts de la prise en compte du CICE sur les états financiers, sont de 51 272 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du code général des impôts, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation et de recrutement et de prospection de nouveaux marchés.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées.

L'emprunt obligataire a été remboursé par anticipation sur l'exercice.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- l'ANC 2015-06 et 2016-07 du 4 novembre 2016
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce



Informations complémentaires pour donner une image fidèle

1) Faits significatifs de l'exercice

Au cours de l'exercice :

Notre société a créé une filiale en Chine détenue à 100%, au capital de 250 000 euros.

Il a été opéré une augmentation de capital par compensation de créances de la filiale américaine de 229 514.73 euros. Le capital a ainsi été porté à 550 000 \$ soit 416 658.12 euros.

En date du 13 mars 2017, notre société a réalisé une augmentation de capital de 170 000 euros se composant de 850 000 actions ordinaires nouvelles d'une valeur de 0.20 euro chacune émises au profit d'un nombre limité d'investisseurs institutionnels européens et entrant dans les catégories définies à la troisième résolution de l'Assemblée extraordinaire des actionnaires du 28 février 2017. Cette augmentation de capital a été assorti d'une prime d'émission de 5 335 000 euros sur laquelle ont été imputés les frais d'augmentation de capital pour un montant de 254 814 euros déduits extra comptablement.

2) Evénements postérieurs :

Le 12 février 2018 la Société a transféré le contrat de liquidité précédemment conclu avec INVEST SECURITIES chez TSAF - Tradition Securities And Futures.

4) Parties liées :

Aucune transaction significative convenue à des conditions anormales de marché n'a été identifiée.



Etat des immobilisations

| | Valeur brute des immobilisations au début d'exercice | Augmentations | |
|--|--|----------------------------------|--|
| | | Réévaluation en cours d'exercice | Acquisitions, créations, virements pst à pst |
| Frais d'établissement, recherche et développement | 3 628 300 | | 382 278 |
| Autres immobilisations incorporelles | 738 914 | | 352 874 |
| Terrains | | | |
| Constructions sur sol propre | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | |
| Installations générales, agencements, constructions | | | |
| Installations techniques, matériel et outillages industriels | 1 835 853 | | 112 640 |
| Autres installations, agencements, aménagements | 422 518 | | 11 151 |
| Matériel de transport | 15 664 | | |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | 191 894 | | 34 447 |
| Emballages récupérables et divers | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | |
| Avances et acomptes | | | |
| TOTAL | 2 465 929 | | 158 238 |
| Participations évaluées par équivalence | | | |
| Autres participations | 231 055 | | 672 905 |
| Autres titres immobilisés | 49 343 | | 98 131 |
| Prêts et autres immobilisations financières | 55 820 | | 8 209 |
| TOTAL | 336 217 | | 779 245 |
| TOTAL GENERAL | 7 169 360 | | 1 776 305 |

| | Diminutions | | Valeur brute immob. à fin exercice | Réev. Lég. Val. Origine à fin exercice |
|--|---------------------------|------------------------|------------------------------------|--|
| | Par virement de pst à pst | Par cession ou mise HS | | |
| Frais d'établissement, recherche et développement | | | 4 010 578 | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | 1 091 788 | |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Installations générales, agencements, constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillages industriels | | 270 354 | 1 678 138 | |
| Autres installations, agencements, aménagements | | 19 010 | 414 658 | |
| Matériel de transport | | | 15 664 | |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | | 31 951 | 194 390 | |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| TOTAL | | 321 316 | 2 302 851 | |
| Participations évaluées par équivalence | | | | |
| Autres participations | | | 903 959 | |
| Autres titres immobilisés | | | 147 474 | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | 2 172 | 61 857 | |
| TOTAL | | 2 172 | 1 113 289 | |
| TOTAL GENERAL | | 323 488 | 8 518 507 | |

Etat des amortissements

| | Situations et mouvements de l'exercice | | | |
|--|--|--------------------|--------------------------|------------------|
| | Début exercice | Dotations exercice | Eléments sortis reprises | Fin exercice |
| Frais d'établissement, recherche | 2 535 217 | 417 644 | | 2 952 861 |
| Autres immobilisations incorporelles | 499 701 | 42 970 | | 542 672 |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Installations générales, agencements constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillages industriels | 1 604 975 | 149 054 | 252 993 | 1 501 036 |
| Installations générales, agencements divers | 356 133 | 29 020 | 19 010 | 366 142 |
| Matériel de transport | 15 664 | | | 15 664 |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | 150 255 | 30 485 | 31 951 | 148 789 |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| TOTAL | 2 127 027 | 208 559 | 303 955 | 2 031 631 |
| TOTAL GENERAL | 5 161 946 | 669 173 | 303 955 | 5 527 164 |

| | Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice | | | Mouvements affectant la provision pour amort. dérog. | |
|---|--|-----------|---------------|--|----------|
| | Linéaire | Dégressif | Exception. | Dotations | Reprises |
| Frais d'établissement, recherche | 345 575 | | 72 069 | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 42 970 | | | | |
| Terrains | | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | | |
| Installations générales, agencements constructions | | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 149 054 | | | | |
| Installations générales, agencements divers | 29 020 | | | | |
| Matériel de transport | | | | | |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | 30 485 | | | | |
| Emballages récupérables et divers | | | | | |
| TOTAL | 208 559 | | | | |
| TOTAL GENERAL | 597 104 | | 72 069 | | |



Etat des provisions

| PROVISIONS | Début exercice | Augmentations dotations | Diminutions Reprises | Fin exercice |
|---|-------------------|------------------------------|-------------------------|----------------|
| Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées | | | | |
| TOTAL Provisions réglementées | | | | |
| Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions | 12 879 | 168 716 | 12 879 | 168 716 |
| | 331 676 | 137 112 | 79 150 | 389 638 |
| TOTAL Provisions | 344 556 | 305 828 | 92 030 | 558 354 |
| Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations | 4 184 | | 4 184 | |
| TOTAL Dépréciations | 4 184 | | 4 184 | |
| TOTAL GENERAL | 348 739 | 305 828 | 96 214 | 558 354 |
| Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles | | 102 112 168 716 35 000 | 83 334 12 879 | |

Les provisions existantes à l'ouverture de l'exercice ont été utilisées pour 76 546 euros (Consommation dépenses Flextronics).

Les provisions pour perte de change ont été utilisées sur l'exercice pour un montant de 12 879 euros.

Etat des échéances des créances et des dettes

| ETAT DES CREANCES | Montant brut | Un an au plus | Plus d'un an |
|---|------------------|------------------|---------------|
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | 61 857 |
| Autres immobilisations financières | 61 857 | | |
| Clients douteux ou litigieux | | | |
| Autres créances clients | 3 300 879 | 3 300 879 | |
| Créances représentatives de titres prêtés | | | |
| Personnel et comptes rattachés | 3 357 | 3 357 | |
| Sécurité sociale, autres organismes sociaux | | | |
| Etat et autres collectivités publiques : | | | |
| - Impôts sur les bénéfices | 747 663 | 747 663 | |
| - T.V.A | 208 721 | 208 721 | |
| - Autres impôts, taxes, versements et assimilés | | | |
| - Divers | | | |
| Groupe et associés | 2 624 221 | 2 624 221 | |
| Débiteurs divers | 15 427 | 15 427 | |
| Charges constatées d'avance | 339 576 | 339 576 | |
| TOTAL GENERAL | 7 301 701 | 7 239 845 | 61 857 |
| Montant des prêts accordés dans l'exercice | | | |
| Remboursements des prêts dans l'exercice | 2 172 | | |
| Prêts et avances consentis aux associés | | | |

| ETAT DES DETTES | Montant brut | A un an au plus | Plus 1 an 5 ans au plus | A plus de 5 ans |
|---|------------------|------------------|-------------------------|-----------------|
| Emprunts obligataires convertibles | 15 016 | 15 016 | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits : | | | | |
| - à 1 an maximum | 40 928 | 40 928 | | |
| - plus d'un an | 1 581 920 | 394 781 | 1 187 139 | |
| Emprunts et dettes financières divers | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 1 298 671 | 1 298 671 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 236 138 | 236 138 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 206 145 | 206 145 | | |
| Etat et autres collectivités publiques : | | | | |
| - Impôts sur les bénéfices | | | | |
| - T.V.A | 44 029 | 44 029 | | |
| - Obligations cautionnées | | | | |
| - Autres impôts et taxes | 61 683 | 61 683 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Groupe et associés | | | | |
| Autres dettes | 22 693 | 22 693 | | |
| Dettes représentatives de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | 1 667 | 1 667 | | |
| TOTAL GENERAL | 3 508 891 | 2 321 752 | 1 187 139 | |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | 864 000 | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | 1 121 215 | | | |
| Emprunts et dettes contractés auprès des associés | | | | |



Produits et avoirs à recevoir

| Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan | Montant TTC |
|--|----------------|
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | |
| Créances rattachées à des participations | |
| Autres immobilisations financières | 137 |
| CREANCES | |
| Créances clients et comptes rattachés | 165 669 |
| Autres créances (dont avoirs à recevoir :) | 1 000 |
| VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | |
| DISPONIBILITES | 324 |
| TOTAL | 167 130 |

Charges à payer et avoirs à établir

| Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan | Montant TTC |
|--|----------------|
| Emprunts obligataires convertibles | |
| Autres emprunts obligataires | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 16 730 |
| Emprunts et dettes financières divers | 3 953 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 76 214 |
| Dettes fiscales et sociales | 404 728 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | |
| Autres dettes (dont avoirs à établir :) | |
| TOTAL | 501 625 |

Charges et produits constatés d'avance

| | Charges | Produits |
|-----------------------------------|----------------|--------------|
| Charges / Produits d'exploitation | 339 576 | 1 667 |
| Charges / Produits financiers | | |
| Charges / Produits exceptionnels | | |
| TOTAL | 339 576 | 1 667 |

Ecarts de conversion en monnaie étrangère

| NATURE DES ECARTS | ACTIF Montant | Différence compensée par couverture de change | Provision pour perte de change | PASSIF Montant |
|---------------------------------------|------------------|--|-----------------------------------|-------------------|
| - Sur Immobilisations non financières | | | | |
| - Sur Immobilisations financières | | | | |
| - Sur créances | 168 490 | | 168 490 | 7 486 |
| - Sur dettes financières | | | | |
| - Sur dettes d'exploitation | 226 | | 226 | 5 336 |
| - Sur dettes sur immobilisations | | | | |
| TOTAL | 168 716 | | 168 716 | 12 822 |

Composition du capital social

| | Nombre | Valeur nominale |
|---|-----------|-----------------|
| Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice | 2 500 382 | 0.20 |
| Actions / parts sociales émises pendant l'exercice | 850 000 | 0.20 |
| Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice | | |
| Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice | 3 350 382 | 0.20 |

Certaines actions ont un droit attaché :

A la clôture 1 356 489 actions bénéficient d'un droit de vote double.



Variation des fonds propres

| Fonds propres | Début d'exercice | Augmentation | Diminution | A la clôture de l'exercice |
|----------------------------|------------------|------------------|----------------|----------------------------|
| Capital Social | 500 076 | 170 000 | | 670 076 |
| Prime d'émission-BS | 7 739 162 | 5 100 186 | | 12 839 348 |
| Bons souscriptions actions | 2 005 | | | 2 005 |
| Réserves | 0 | | | 0 |
| Report à nouveau | -5 024 255 | 625 189 | | -4 399 066 |
| Résultat de l'exercice | 625 189 | -351 168 | 625 189 | -351 168 |
| Total | 3 842 177 | 5 544 207 | 625 189 | 8 761 195 |

Bspce

| | A l'ouverture | Créés | Souscrits | Exercés/Caduques | A la clôture |
|------------------|---------------|-------|-----------|------------------|--------------|
| Nombre de titres | 162 500 | | | | 162 500 |

Etendue des droits qu'ils confèrent :

Les BSPCE 2012 permettront la souscription de 50 000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0.20 euros chacune émises au prix correspondant au dernier cours de bourse de clôture de l'action de la Société le jour de leur attribution, soit 5.50 euros par action.

Les BSPCE 2014 permettront la souscription de 50 000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0.20 euros chacune émises au prix correspondant au dernier cours de bourse de clôture de l'action de la Société le jour de leur attribution, soit 12.10 euros par action.

Les BSPCE 2015 permettront la souscription de 62 500 actions nouvelles ordinaires d'une valeur nominale de 0.20 euros chacune émises au prix correspondant au dernier cours de bourse de clôture de l'action de la Société le jour de leur attribution, soit 8.36 euros par action.

BSA

| | Nombre |
|--------------------|---------|
| BSA BOULANGER 2015 | 10 000 |
| BSA BOULANGER 2016 | 100 000 |

| | A l'ouverture | Créés | Souscrits | Exercés | A la clôture |
|------------------|---------------|-------|-----------|---------|--------------|
| Nombre de titres | 110 000 | | | | 110 000 |

Les BSA Boulanger 2015 permettront la souscription de 10 000 actions nouvelles ordinaires d'une valeur nominale de 0.20 euros chacune émises au prix correspondant au dernier cours de bourse de clôture de l'action de la Société le jour de leur attribution, soit 8.36 euros par action.

Les BSA Boulanger 2016 permettront la souscription de 100 000 actions nouvelles ordinaires d'une valeur nominale de 0.20 euros chacune émises au prix correspondant au dernier cours de bourse de clôture de l'action de la Société le jour de leur attribution, soit 6.79 euros par action.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

| | A l'ouverture | Créés | Souscrits | Exercés | A la clôture |
|------------------|---------------|---------|-----------|---------|--------------|
| Nombre de titres | | 120 148 | 120 148 | | 120 148 |

Sur l'exercice il a été souscrit 120 148 options de souscription d'actions. Ces options attribuées gratuitement permettront la souscription de 120 148 actions nouvelles ordinaires d'une valeur nominale de 0.20 euros chacune émises au prix de 6.50 euros par action (soit une prime d'émission de 6.30 euros).

Ventilation du chiffre d'affaires net

| Répartition par secteur d'activité | Montant |
|------------------------------------|------------------|
| Ventes de marchandises | 4 661 531 |
| Prestations de services | 2 913 021 |
| TOTAL | 7 574 552 |

| Répartition par marché géographique | Montant |
|-------------------------------------|------------------|
| France | 787 986 |
| Etranger | 6 786 566 |
| TOTAL | 7 574 552 |

Pour une meilleure présentation économique des comptes, les concessions de licences sont incluses dans le chiffre d'affaires.

Concessions de licence

À la signature du contrat de concession de licence, le client paie un montant forfaitaire (« up-front ») qui rémunère le droit à l'accès à la technologie RocTool. Ce montant est comptabilisé en concession de licence : il est définitivement acquis et ne peut donner lieu à aucun remboursement.

L'obligation de RocTool est de mettre sa technologie à disposition du client afin que celui-ci réalise ses tests de développement. En l'absence d'obligation ultérieure, le revenu est acquis à la date de mise à disposition de la technologie au client.

Redevances

Dans le cadre d'une licence qui donne le droit au client d'utiliser la technologie RocTool dans un cadre de production, le contrat de licence prévoit généralement le paiement d'une redevance proportionnelle à la production du client directement liée à l'utilisation de la technologie RocTool.

Cette redevance prend, le plus souvent, la forme d'un minimum annuel qui est déduit de la redevance proportionnelle au cas où celle-ci serait supérieure. Dans l'hypothèse où la redevance proportionnelle serait inférieure au minimum annuel de redevance versée, le minimum annuel restera définitivement acquis à la société.

Prestations de services

La règle générale prévoit la facturation à la réalisation complète de la prestation et, à la clôture, les prestations non encore facturées sont constatées en stocks de travaux en cours.

Les trois principaux postes de prestations de services sont :

- Etudes : études de rhéologie, études thermiques et conception assistée par ordinateur de l'outillage.
- Location : location d'équipements tels que kit générateurs. La prestation est facturée mensuellement en début de période.
- Prestations diverses : essais réalisés dans les centres de démonstrations Roctool, transport et installation des équipements, formation du personnel du client, support technique.

Ventes de marchandises

Elles incluent les ventes d'équipements tels que kit générateurs, moules, etc. Le chiffre d'affaires est réalisé lors du transfert du risque selon l'incoterm applicable par les conditions générales des ventes.

Composition du résultat financier

Le résultat financier au 31/12/2017 s'élève à une perte de 457 510 euros Il est composé des éléments suivants :

| | Charges | Produits |
|--|----------------|---------------|
| Produits des participations (Roctool Inc/Roctool Gmbh/Roctool KK/Roctool TW) | | 16 089 |
| Autres intérêts (Revenus des Comptes à Terme LCL) | | 433 |
| Dotations / Reprises sur provisions | 168 716 | 12 879 |
| Intérêts et charges assimilées | 67 623 | 8 |
| Cessions VMP Invest | 7 218 | 5 349 |
| Différences de change | 283 798 | 35 087 |
| TOTAL | 527 355 | 69 845 |



Composition du résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel au 31/12/2017 s'élève à une perte de 69 724 €. Il est composé des éléments suivants :

| | Charges | Produits |
|---|----------------|-----------------|
| Divers ajustements tiers | 1 078 | 7 886 |
| Amortissements exceptionnels | 72 069 | |
| Cessions d'actifs immobilisés | 17 361 | 47 898 |
| Provision pour risque – Reversement CIR | 35 000 | |
| TOTAL | 125 508 | 55 784 |



Engagements financiers**Provision pour garantie**

Au 31 décembre 2017, notre société suit les dépenses engagées pour répondre aux garanties données sur les ventes de générateurs, recirculateurs et pupitres. Le risque financier est non significatif et ne fait l'objet d'aucune provision.

Provision pour risques & charges

Au titre d'un contrat de licence, notre société s'est engagée à réaliser des travaux complémentaires d'études. Au titre des dépenses restant à engager au 31 décembre 2017, une provision de 161 987 euros a été constatée. Cette provision a été complétée de 60 259 euros pour les années 2018 à 2020.

Un avenant à ce contrat engage la société à réaliser des travaux complémentaires d'études, une provision complémentaire de 38 012 euros a été constatée.

Au titre d'un autre contrat de licence, notre société s'était engagée au 31 décembre 2016 à effectuer 6 journées de maintenance. Au titre de ces dépenses qui ont été engagées en partie à la clôture de l'exercice, il a été repris une provision de 4 509 euros. Une provision d'un montant de 9 379 euros a été maintenue.

Au 31 décembre 2016, le cabinet externe qui accompagne notre société dans l'analyse des projets concourant au CIR 2013 et 2014, avait évalué un risque s'élevant à 85 000 euros. Une provision pour risque avait été constatée.

Suite à la réception du rapport de l'expert scientifique mandaté par le Ministère de l'enseignement Supérieur et de la recherche au 19/06/2017, certains projets ont fait l'objet d'un rejet total ou partiel dans le calcul des Crédits d'Impôt Recherche (CIR) 2013 et 2014. A la clôture, notre société a porté la provision existante à 120 K€. Le 13/10/2017 la proposition de rectification a été reçue. Une contestation de cette proposition a été faite le 15/12/2017.

Autres engagements

De plus notre société, garantie à RocTool Inc le paiement de son contrat de bail pour le nouveau centre technique à Charlotte (Caroline du Nord, US), pour une durée maximale de cinq ans et pour un montant maximum de USD 300 000 euros. Cet engagement a été approuvé par le Conseil d'administration du 23 février 2015.

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

| Accroissements de la dette future d'impôts | Montant |
|--|----------------|
| Autres : - Ecart de change actif | 168 716 |
| TOTAL | 168 716 |
| Allègements de la dette future d'impôts | |
| Provisions non déductibles l'année de comptabilisation : - Provision pour perte de change | 168 716 |
| Autres : - Ecart de change passif | 12 822 |
| TOTAL | 181 538 |
| Nature des différences temporaires | |
| Amortissements réputés différés Déficits reportables Moins-values à long terme | 11 024 049 |

**Rémunérations des dirigeants**

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Honoraires des Commissaires aux Comptes

| | Montant |
|---|---------------|
| - Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes | 35 214 |
| - Honoraires facturés au titre des autres interventions et SACC | 35 846 |
| TOTAL | 71 060 |

**RAPPORT SPECIAL
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Crowe Horwath

S3C Gestion

Avvens Audit

Membre de Crowe Horwath International

Immeuble le Saphir

14, Quai du Commerce

CP 113

69266 LYON CEDEX 09

139, Rue des Fayettez

BP 158

69655 VILLEFRANCE SUR SAONE

ROCTOOL

S.A. au capital de 670 076,40 €

Savoie Technolac

73370 LE BOURGET DU LAC

R.C.S. CHAMBERY : 433 278 363

**Rapport spécial des Commissaires aux comptes
sur les conventions règlementées**

**Assemblée Générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2017**

ROCTOOL

S.A. au capital de 670 076,40 €

Savoie Technolac

73370 LE BOURGET DU LAC

R.C.S. CHAMBERY : 433 278 363

A l'Assemblée Générale de la société ROCTOOL,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

I. Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice.

En application des articles L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet d'une autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

➤ Avec la société ROCTOOL - Mandat de conseil

Personne concernée : Monsieur Jean-Marie DEMAUTIS, Président du Conseil d'Administration de ROCTOOL.

Nature et objet :

Votre société a conclu le 1^{er} décembre 2017 pour une durée de 13 mois un mandat de Conseil par lequel Monsieur Jean-Marie DEMAUTIS pourra apporter les prestations suivantes :

- le conseil consistant à suivre le compte de résultat et les éléments financiers demandés lors du Conseil d'Administration,
- le support par des déplacements ponctuels sur les zones géographiques de ROCTOOL,
- les rapports et synthèse comprenant l'information régulière de la société ROCTOOL sur les missions du mandataire.

Le contrat prévoit une rémunération de 2 500 euros hors taxes par mois et 3 500 euros hors taxes par mois à compter du 1^{er} janvier 2018.

Modalités :

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, le montant comptabilisé s'élève à 2 500 euros hors taxes.

Motif justifiant de l'intérêt de la convention pour la société :

Votre Conseil d'Administration a motivé cette convention indiquant que celle-ci était dans l'intérêt de la société.

➤ **Avec la société ROCTOOL SHANGHAI - Avance de trésorerie**

Personne concernée : Monsieur Mathieu BOULANGER, Directeur Général de la société ROCTOOL.

Votre société a accordé à sa filiale une avance de trésorerie de 46 517 euros et celle-ci n'a pas fait l'objet d'une rémunération.

On constate ainsi l'absence d'intérêts par votre société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

L'absence d'autorisation préalable de cette convention par votre Conseil d'Administration résulte d'une omission.

II. Conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

➤ **Avec la société ROCTOOL - Mandat de conseil**

Personne concernée : Monsieur Jean-Marie DEMAUTIS, Président du Conseil d'Administration de ROCTOOL.

Nature et objet :

Votre société a conclu le 1^{er} décembre 2016 pour une durée de 12 mois un mandat de Conseil par lequel Monsieur Jean-Marie DEMAUTIS pourra apporter les prestations suivantes :

- le conseil consistant à suivre le compte de résultat et les éléments financiers demandés lors du Conseil d'Administration,
- le support par des déplacements ponctuels sur les zones géographiques de ROCTOOL,
- les rapports et synthèse comprenant l'information régulière de la société ROCTOOL sur les missions du mandataire.

Le contrat prévoit une rémunération de 2 500 euros hors taxes par mois.

Modalités :

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, le montant comptabilisé s'élève à 27 500 euros hors taxes.

Motif justifiant de l'intérêt de la convention pour la société :

Votre Conseil d'Administration a motivé cette convention indiquant que celle-ci était dans l'intérêt de la société.

➤ **Avec les sociétés ROCTOOL, ROCTOOL INC, ROCTOOL GMBH, ROCTOOL TAIWAN, ROCTOOL KK - Prestations de services**

Personne concernée : Monsieur Mathieu BOULANGER, Président de la société ROCTOOL INC, et Directeur Général de la société ROCTOOL SA.

Nature et objet :

Votre société a conclu le 17 février 2016 une convention de prestations de services avec ses filiales.

Cette convention prévoit la facturation des services suivants avec une marge de 5 % applicable sur les frais directs et indirects liés à ces prestations de services :

- administratifs,
- commerciaux,
- techniques,
- et utilisation de licences.

Modalités :

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, votre société a versé à :

- ROCTOOL INC, la somme de 161 594 euros hors taxes,
- ROCTOOL GMBH, la somme de 32 380 euros hors taxes,
- ROCTOOL TAIWAN, la somme de 60 000 euros hors taxes.

Motif justifiant de l'intérêt de la convention pour la société :

Votre Conseil d'Administration a motivé cette convention indiquant que celle-ci était dans l'intérêt de la société.

➤ **Avec les sociétés ROCTOOL SA, ROCTOOL INC, LES CLIENTS FINAUX VAUPELL ET DEKKO - Convention Tripartite sur l'autorisation de la technologie ROCTOOL**

Personne concernée : Monsieur Mathieu BOULANGER, Directeur Général de la société ROCTOOL.

Nature et objet :

Votre société a conclu le 17 et le 22 février 2016 respectivement une convention tripartite afin d'autoriser ROCTOOL INC à utiliser la technologie de ROCTOOL.

Modalités :

Cette convention n'a donné lieu à aucune refacturation entre les sociétés ROCTOOL et ROCTOOL INC sur l'exercice 2017.

Motif justifiant de l'intérêt de la convention pour la société :

Votre Conseil d'Administration a motivé cette convention indiquant que celle-ci était dans l'intérêt de la société.

➤ **Avec la société ROCTOOL INC - Garantie**

Personne concernée : Monsieur Mathieu BOULANGER, Directeur Général de la société ROCTOOL.

Nature et objet :

Votre société s'est portée garante en 2015 de la société ROCTOOL INC, afin de garantir le paiement du bail conclu par cette dernière. Le montant maximum s'élève à 300 000 dollars pour une durée de 5 ans.

Modalités :

Au titre de l'exercice 2017, cette garantie n'a pas été utilisée.

Motif justifiant de l'intérêt de la convention pour la société :

Votre Conseil d'Administration a motivé cette convention indiquant que celle-ci était dans l'intérêt de la société.

➤ **Avec la société FLEXTRONICS - Contrat de Licence**

Personne concernée : Monsieur François BARBIER, Administrateur de la société ROCTOOL.

Nature et objet :

Votre société a conclu avec la société FLEXTRONICS un contrat de licence le 4 juin 2014, ainsi que des avenants en date du 21 avril et du 2 septembre 2015. Le contrat de licence prévoit la réalisation de travaux complémentaires d'étude par votre société.

Modalités :

Au 31 décembre 2017, le montant des dépenses engagées par votre société s'élève à 26 235 euros.

Motif justifiant de l'intérêt de la convention pour la société :

Votre Conseil d'Administration a motivé cette convention indiquant que celle-ci était dans l'intérêt de la société.

➤ **Avec les sociétés ROCTOOL, ROCTOOL INC, ROCTOOL GMBH, ROCTOOL TAIWAN, ROCTOOL KABUSHIKI KAISHA - Convention d'opération courante**

Personne concernée : Monsieur Mathieu BOULANGER, Directeur Général de la société ROCTOOL.

Nature et objet :

Le 5 janvier 2015 votre société a accordé à ROCTOOL INC et ROCTOOL GMBH le droit d'utiliser la technologie développée par la société ROCTOOL.

Le 11 janvier et le 1^{er} février 2016 votre société a accordé à ROCTOOL TAIWAN et ROCTOOL KABUSHIKI KAISHA le droit d'utiliser la technologie développée par la société ROCTOOL.

Les ventes sont réalisées par ROCTOOL.

A ce titre, une commission de 15 % sur les ventes des produits et services vendus, est versée par ROCTOOL à ses filles.

Modalités :

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, votre société a versé les commissions suivantes à :

- ROCTOOL INC : 181 974 euros,
- ROCTOOL GMBH : 20 052 euros,
- ROCTOOL TAIWAN : 41 199 euros,
- ROCTOOL KABUSHIKI KAISHA : 4 672 euros.

Motif justifiant de l'intérêt de la convention pour la société :

Votre Conseil d'Administration a motivé cette convention indiquant que celle-ci était dans l'intérêt de la société.

➤ **Avec les sociétés ROCTOOL, ROCTOOL INC, ROCTOOL GMBH, ROCTOOL TAIWAN, ROCTOOL KABUSHIKI KAISHA - Avance de trésorerie**

Personne concernée : Monsieur Mathieu BOULANGER, Directeur Général de la société ROCTOOL.

Nature et objet :

Votre société a conclu le 5 janvier 2015 une convention d'avance de trésorerie avec ses filiales.

A partir du 1^{er} janvier 2015, les avances de trésorerie sont rémunérées à un taux d'intérêts capitalisé annuel équivalent à la somme du taux Euribor 6 mois au jour de l'avance plus 1 %.

Modalités :

Le montant des intérêts perçus par votre société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'élève à 16 089 euros répartis de la manière suivante :

- ROCTOOL INC : 8 412 euros,
- ROCTOOL GMBH : 4 551 euros,
- ROCTOOL TAIWAN : 2 434 euros,
- ROCTOOL KABUSHIKI KAISHA : 693 euros.

Motif justifiant de l'intérêt de la convention pour la société :

Votre Conseil d'Administration a motivé cette convention indiquant que celle-ci était dans l'intérêt de la société.

Fait, le 27 avril 2018.

Les Commissaires aux comptes

Avvens Audit
Membre de Crowe Horwath International



Romuald COLAS

S3C Gestion



Bruno DEBRUN